



**Syndicat des professeurs  
et des professeures**  
Université du Québec à Trois-Rivières

Trois-Rivières, le 9 mai 2005

GSEU  
430 W. 119th St.  
New York, NY 10027

GESO  
425 College St.  
New Haven, CT 06511

**Chers Collègues,**

Le Syndicat des professeurs et des professeures de l'Université du Québec à Trois-Rivières a pris connaissance des décisions prises par le *National Labour Relations Board* des États-Unis ayant pour conséquence de nier le droit des enseignants de former un syndicat et de négocier une convention collective.

Notre syndicat regroupe 350 membres, tous professeurs à l'Université du Québec à Trois-Rivières, Québec, Canada. Nos membres sont sensibles à la défense des droits fondamentaux, particulièrement les droits d'association et d'accès à l'éducation.

Nous tenons à exprimer notre soutien aux courageux adhérents du GESO et du GSEU – syndicats des assistants d'enseignement des universités de Yale et de Columbia - en grève pour obtenir la reconnaissance légitime de leurs organisations. Dans un contexte où le respect des droits fondamentaux est remis en question à plusieurs égards, votre lutte est essentielle. Elle est également historique, car elle servira les intérêts de vos adhérents, et ceux de plus de 40 000 assistants d'enseignement des universités privées américaines, qui comptent sur votre engagement à atteindre de vos objectifs.

Nous condamnons la privation du droit de négociation collective et de la protection du droit syndical, par décision, sous l'administration Bush, du *National Labour Relations Board*. Il s'agit là d'une violation flagrante de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, à laquelle est ancré le droit de se syndiquer.

Dans notre pays comme dans le vôtre, les syndicats ont joué un rôle extrêmement important, car ils ont contribué à la création et à la protection d'emplois de qualité, à la

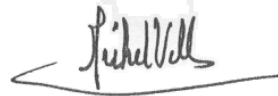
.../

défense de la liberté des universités et à la liberté académique des personnels qui y travaillent.

Même si les assistants d'enseignement sont exclus du droit syndical aux États-unis, le monde attend des universités aussi prestigieuses que celles de Yale et de Columbia qu'elles respectent les normes les plus élevées et se montrent à l'avant-garde en matière de respect des droits fondamentaux. Nous appelons par conséquent le président de Yale, M. Richard Levin, et le président de Columbia, M. Lee Bollinger, à reconnaître la légitimité du GESO et du GSEU et à entamer immédiatement des négociations collectives.

Soyez assurés, Chers Collègues, de notre solidarité et de notre plein soutien dans votre lutte.

Cordialement,



Michel Volle  
Président  
Syndicat des professeurs et des professeures  
de l'Université du Québec à Trois-Rivières

c.c. : GSEU  
M. Lee Bollinger, président de l'Université Columbia, NY  
M. Richard Levin, président de l'Université Yale, CT